

Bruxelles, le 19.12.2018  
C(2018) 9122 final

**RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION**

**du 19.12.2018**

**modifiant le règlement délégué (UE) 2015/2205 de la Commission, le règlement délégué (UE) 2016/592 de la Commission et le règlement délégué (UE) 2016/1178 de la Commission complétant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la date à laquelle l'obligation de compensation prend effet pour certains types de contrats**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

### **1. CONTEXTE DE L'ACTE DÉLÉGUÉ**

Le Royaume-Uni a notifié son intention de se retirer de l'Union, conformément à l'article 50 du traité sur l'Union européenne, le 29 mars 2017. Cela signifie que si l'accord de retrait<sup>1</sup> n'est pas ratifié, le droit primaire et le droit secondaire de l'Union cesseront de s'appliquer au Royaume-Uni à partir du 30 mars 2019 (ci-après la «date de retrait»). Le Royaume-Uni deviendra alors un pays tiers.

À partir de la date de retrait, les contreparties établies au Royaume-Uni ne pourront plus se prévaloir de l'actuel régime de passeport pour effectuer certaines opérations dites «événements du cycle de vie» (novations, dénouements par transaction symétrique, compressions avec remplacement par de nouveaux contrats, etc.)<sup>2</sup>. La réalisation de ces opérations du cycle de vie pour certains contrats transfrontières (entre le Royaume-Uni et l'UE-27) pourrait être subordonnée à l'obtention d'un agrément dans les États membres concernés, conformément aux régimes nationaux applicables aux pays tiers qui prévalent encore aujourd'hui en vertu du règlement (UE) n° 600/2014. Les contreparties établies au Royaume-Uni pourraient dès lors devoir respecter jusqu'à 27 régimes nationaux différents.

Afin de remédier à cette situation, les contreparties à ces transactions pourraient choisir de céder par novation leurs contrats à des entités établies et agréées dans l'UE-27. Toutefois, les nouveaux contrats qui en résulteraient pourraient être soumis à une obligation de compensation qui ne s'appliquait pas au moment de la conclusion des contrats initiaux et dont ils auraient éventuellement pu eux aussi être exemptés, n'eût été le retrait du Royaume-Uni de l'UE. Étant donné que le régime de garanties des contrats soumis à compensation centrale diffère de celui des contrats non soumis à compensation centrale, le déclenchement de l'obligation de compensation pourrait contraindre certaines contreparties à mettre un terme à ces transactions, ce qui laisserait certains risques non couverts.

Les modifications proposées visent à lever cet obstacle, qui entrave la cession de contrats à des entreprises établies dans l'UE-27, en étendant pour une période déterminée les exemptions prévues actuellement dans les trois règlements délégués de la Commission, de façon à assurer le bon fonctionnement du marché et des conditions de concurrence équitables entre les contreparties établies dans l'Union.

Dans sa communication intitulée «*Préparatifs en vue du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 30 mars 2019: plan d'action d'urgence*»<sup>3</sup>, la Commission a exposé les mesures d'urgence qu'elle envisage de prendre dans le cas où aucun accord de retrait ne serait entré en vigueur à la date de retrait. Dans cette communication, la Commission a annoncé des mesures destinées à faciliter le transfert de contrats à long terme vers l'UE en faisant en sorte que ces contrats restent soumis au même traitement réglementaire.

Le 13 décembre 2018, le Conseil européen (article 50) a renouvelé son appel à intensifier les travaux sur la préparation, à tous les niveaux, aux conséquences du retrait du Royaume-Uni, en tenant compte de tout ce qui pourrait advenir. Le présent règlement fait partie du train de mesures que la Commission adopte pour répondre à cet appel.

<sup>1</sup> [https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/draft\\_withdrawal\\_agreement\\_0.pdf](https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/draft_withdrawal_agreement_0.pdf).

<sup>2</sup> Liberté de prestation des services et d'exercice des activités d'investissement prévue par l'article 34 de la directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la directive 2002/92/CE et la directive 2011/61/UE.

<sup>3</sup> COM(2018) 880 final du 13.11.2018.

## **2. CONSULTATION AVANT L'ADOPTION DE L'ACTE**

Étant donné que la perspective d'un retrait du Royaume-Uni sans accord a rendu urgente la mise en place d'une solution réglementaire qui permette aux contreparties qui le décident de céder plus aisément leurs contrats à des contreparties situées dans l'UE, l'AEMF s'est abstenue, en vertu de l'article 10, paragraphe 1, du règlement l'instituant, de mener une consultation publique ouverte.

L'AEMF a présenté, en même temps que les projets de normes techniques de réglementation soumis à la Commission, un rapport exposant en détail la logique qui a présidé à l'élaboration de la version finale de ces projets.

## **3. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE L'ACTE DÉLÉGUÉ**

Le présent acte délégué modifie trois normes techniques de réglementation sur l'obligation de compensation:

L'article 1<sup>er</sup> modifie les articles 3 et 4 du règlement délégué (UE) 2015/2205 de la Commission en ce qui concerne certaines catégories de dérivés de taux d'intérêt, en autorisant pendant une période fixe de 12 mois la novation des contrats conclus avec une contrepartie établie au Royaume-Uni qui sont actuellement exemptés de l'obligation de compensation, à condition que cette novation ait pour seul but de remplacer la contrepartie établie au Royaume-Uni par une contrepartie établie dans un État membre.

L'article 2 modifie les articles 3 et 4 du règlement délégué (UE) 2016/592 de la Commission en ce qui concerne certaines catégories de dérivés de crédit, en autorisant pendant une période fixe de 12 mois la novation des contrats conclus avec une contrepartie établie au Royaume-Uni qui sont actuellement exemptés de l'obligation de compensation, à condition que cette novation ait pour seul but de remplacer la contrepartie établie au Royaume-Uni par une contrepartie établie dans un État membre.

L'article 3 modifie les articles 3 et 4 du règlement délégué (UE) 2016/1178 de la Commission en ce qui concerne certaines catégories de dérivés de taux d'intérêt, en autorisant pendant une période fixe de 12 mois la novation des contrats conclus avec une contrepartie établie au Royaume-Uni qui sont actuellement exemptés de l'obligation de compensation, à condition que cette novation ait pour seul but de remplacer la contrepartie établie au Royaume-Uni par une contrepartie établie dans un État membre.

# RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 19.12.2018

**modifiant le règlement délégué (UE) 2015/2205 de la Commission, le règlement délégué (UE) 2016/592 de la Commission et le règlement délégué (UE) 2016/1178 de la Commission complétant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la date à laquelle l'obligation de compensation prend effet pour certains types de contrats**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux<sup>4</sup>, et notamment son article 5, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) Le 29 mars 2017, le Royaume-Uni a notifié son intention de se retirer de l'Union, conformément à l'article 50 du traité sur l'Union européenne. Les traités cesseront d'être applicables au Royaume-Uni à la date d'entrée en vigueur de l'accord de retrait ou, à défaut, deux ans après la notification, c'est-à-dire le 30 mars 2019, sauf si le Conseil européen, en accord avec le Royaume-Uni, décide à l'unanimité de proroger ce délai.
- (2) L'obligation de compensation prévue par le règlement (UE) n° 648/2012 ne prend pas en considération l'éventualité d'un retrait d'un État membre de l'Union. Les difficultés que pourraient rencontrer les parties à un contrat dérivé de gré à gré dont les contreparties sont établies au Royaume-Uni sont la conséquence directe d'un événement sur lequel elles n'ont pas de prise et peut les placer dans une situation désavantageuse par rapport à d'autres contreparties établies dans l'Union.
- (3) Le règlement délégué (UE) 2015/2205 de la Commission<sup>5</sup>, le règlement délégué (UE) 2016/592 de la Commission<sup>6</sup> et le règlement délégué (UE) 2016/1178 de la Commission<sup>7</sup> précisent les dates auxquelles l'obligation de compensation prend effet pour les contrats relevant de certaines catégories d'instruments dérivés de gré à gré.

<sup>4</sup> JO L 201 du 27.7.2012, p. 1.

<sup>5</sup> Règlement délégué (UE) 2015/2205 de la Commission du 6 août 2015 complétant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation en ce qui concerne l'obligation de compensation (JO L 314 du 1.12.2015, p. 13).

<sup>6</sup> Règlement délégué (UE) 2016/592 de la Commission du 1<sup>er</sup> mars 2016 complétant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation sur l'obligation de compensation (JO L 103 du 19.4.2016, p. 5).

<sup>7</sup> Règlement délégué (UE) 2016/1178 de la Commission du 10 juin 2016 complétant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation en ce qui concerne l'obligation de compensation (JO L 195 du 20.7.2016, p. 3).

Ces règlements prévoient également des dates différentes selon la catégorie de la contrepartie à ces contrats.

- (4) Les contreparties ne peuvent pas prévoir comment évoluera le statut des contreparties établies au Royaume-Uni ni dans quelle mesure celles-ci pourront continuer de fournir certains services aux contreparties établies dans l'Union. Face à cette situation, des contreparties pourraient souhaiter procéder à des novations de contrats en remplaçant la contrepartie établie au Royaume-Uni par une contrepartie établie dans un État membre.
- (5) Si, en raison du retrait du Royaume-Uni de l'Union, les parties décident de remplacer une contrepartie établie au Royaume-Uni par une nouvelle contrepartie établie dans l'Union, cette novation de contrat déclenchera l'obligation de compensation si elle se produit à la date à laquelle l'obligation de compensation prend effet pour le type de contrat concerné ou après cette date. En conséquence, les parties devront compenser ce contrat auprès d'une contrepartie centrale agréée ou reconnue.
- (6) Le régime de garanties des contrats soumis à compensation centrale diffère de celui des contrats non soumis à compensation centrale. Le déclenchement de l'obligation de compensation pourrait dès lors contraindre certaines contreparties à mettre fin à leurs transactions, ce qui laisserait certains risques non couverts.
- (7) Afin d'assurer le bon fonctionnement du marché et des conditions de concurrence équitables entre les contreparties établies dans l'Union, les contreparties devraient pouvoir remplacer les contreparties établies au Royaume-Uni par des contreparties établies dans un État membre sans que l'obligation de compensation se déclenche. Afin que le délai laissé pour remplacer ces contreparties soit suffisant, l'obligation de compensation pour ces contrats novés devrait prendre effet 12 mois après la date d'application du présent règlement.
- (8) Le règlement délégué (UE) 2015/2205, le règlement délégué (UE) 2016/592 et le règlement délégué (UE) 2016/1178 devraient donc être modifiés en conséquence.
- (9) Le présent règlement se fonde sur les projets de normes techniques de réglementation soumis à la Commission par l'Autorité européenne des marchés financiers.
- (10) Il est nécessaire de faciliter au plus vite la mise en œuvre de solutions efficaces par les acteurs du marché. Par conséquent, l'Autorité européenne des marchés financiers a analysé les coûts et avantages potentiels de ces normes, mais elle s'est abstenue, en vertu de l'article 10, paragraphe 1, deuxième alinéa, du règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil, de mener une consultation publique ouverte<sup>8</sup>.
- (11) Le présent règlement devrait entrer en vigueur de toute urgence et ne s'appliquer qu'à compter de la date suivant celle à laquelle les traités cesseront d'être applicables au Royaume-Uni et sur son territoire, à moins qu'un accord de retrait conclu avec le Royaume-Uni ne soit entré en vigueur d'ici à cette date, ou que le délai de deux ans visé à l'article 50, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne n'ait été prorogé,

---

<sup>8</sup> Règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision n° 2009/77/CE de la Commission (JO L 331 du 15.12.2010, p. 84).

## A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

### *Article premier*

#### *Modification du règlement délégué (UE) 2015/2205*

Le règlement délégué (UE) 2015/2205 est modifié comme suit:

(1) à l'article 3, le paragraphe suivant est ajouté:

«3. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2, en ce qui concerne les contrats relevant d'une catégorie d'instruments dérivés de gré à gré visée à l'annexe, l'obligation de compensation prend effet 12 mois à compter de la date d'application du présent règlement lorsque les conditions suivantes sont remplies:

- (a) l'obligation de compensation n'a pas été activée avant le [OP: Insérer la date d'entrée en vigueur du présent règlement modificatif];
- (b) la novation de ces contrats a pour seul but de remplacer la contrepartie établie au Royaume-Uni par une contrepartie établie dans un État membre.»;

(2) à l'article 4, le paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

«3. Pour les contreparties financières de la catégorie 3 et pour les transactions visées à l'article 3, paragraphes 2 et 3, du présent règlement qui sont conclues entre des contreparties financières, la durée résiduelle minimale visée à l'article 4, paragraphe 1, point b) ii), du règlement (UE) n° 648/2012, à la date à laquelle l'obligation de compensation prend effet, est la suivante:

- (a) 50 ans pour les contrats qui appartiennent aux catégories du tableau 1 ou du tableau 2 de l'annexe;
- (b) 3 ans pour les contrats qui appartiennent aux catégories du tableau 3 ou du tableau 4 de l'annexe.».

### *Article 2*

#### *Modification du règlement délégué (UE) 2016/592*

Le règlement délégué (UE) 2016/592 est modifié comme suit:

(1) à l'article 3, le paragraphe suivant est ajouté:

«3. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2, en ce qui concerne les contrats relevant d'une catégorie d'instruments dérivés de gré à gré visée à l'annexe, l'obligation de compensation prend effet 12 mois à compter de la date d'application du présent règlement lorsque les conditions suivantes sont remplies:

- (a) l'obligation de compensation n'a pas été activée avant le [OP: Insérer la date d'entrée en vigueur du présent règlement modificatif];
- (b) la novation de ces contrats a pour seul but de remplacer la contrepartie établie au Royaume-Uni par une contrepartie établie dans un État membre.»;

(2) à l'article 4, le paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

«3. Pour les contreparties financières de la catégorie 3 et pour les transactions visées à l'article 3, paragraphes 2 et 3, du présent règlement qui sont conclues entre des contreparties financières, la durée résiduelle minimale visée à l'article 4, paragraphe 1, point b) ii), du règlement (UE) n° 648/2012, à la date à laquelle l'obligation de compensation prend effet, est de 5 ans et 3 mois.».

### *Article 3*

#### *Modification du règlement délégué (UE) 2016/1178*

Le règlement délégué (UE) 2016/1178 est modifié comme suit:

(1) à l'article 3, le paragraphe suivant est ajouté:

«3. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2, en ce qui concerne les contrats relevant d'une catégorie d'instruments dérivés de gré à gré visée à l'annexe, l'obligation de compensation prend effet 12 mois à compter de la date d'application du présent règlement lorsque les conditions suivantes sont remplies:

- (a) l'obligation de compensation n'a pas été activée avant le [*OP: Insérer la date d'entrée en vigueur du présent règlement modificatif*];
- (b) la novation de ces contrats a pour seul but de remplacer la contrepartie établie au Royaume-Uni par une contrepartie établie dans un État membre.»;

(2) à l'article 4, le paragraphe 3 est remplacé par le texte suivant:

«3. Pour les contreparties financières de la catégorie 3 et pour les transactions visées à l'article 3, paragraphes 2 et 3, du présent règlement qui sont conclues entre des contreparties financières, la durée résiduelle minimale visée à l'article 4, paragraphe 1, point b) ii), du règlement (UE) n° 648/2012, à la date à laquelle l'obligation de compensation prend effet, est la suivante:

- (a) 15 ans pour les contrats qui appartiennent aux catégories du tableau 1 de l'annexe I;
- (b) 3 ans pour les contrats qui appartiennent aux catégories du tableau 2 de l'annexe I.».

### *Article 4*

#### *Entrée en vigueur et application*

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Il s'applique à compter de la date suivant celle à laquelle les traités cessent de s'appliquer au Royaume-Uni et sur son territoire conformément à l'article 50, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne.

Toutefois, le présent règlement ne s'applique dans aucun des cas suivants:

- (a) un accord de retrait conclu avec le Royaume-Uni conformément à l'article 50, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne est entré en vigueur au plus tard à cette date;
- (b) il a été décidé de proroger le délai de deux ans visé à l'article 50, paragraphe 3, du traité sur l'Union européenne.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 19.12.2018

*Par la Commission*  
*Le président,*  
*Jean-Claude JUNCKER*